

AKTUELL

MODÈLE SOCIAL LUXEMBOURGEOIS

Monopartite coordonnée

Raymond Klein

L'ultimatum des syndicats a provoqué l'annulation de la tripartite, remplacée par un simple conseil de gouvernement. L'apparente futilité de la manœuvre syndicale recèle pourtant des subtilités tactiques et stratégiques.

« Je n'ai pas envie de continuer à perdre du temps » et « Les positions du patronat sont excessives et ne permettent pas le dialogue », voilà les raisons données par Jean-Claude Reding (OGBL) et Romain Wolff (CGFP) pour justifier l'ultimatum lancé à l'Union des entreprises luxembourgeoises mardi dernier. Depuis, cela a conduit à l'annulation de la tripartite, puisque l'UEL a refusé de se plier, expliquant que les positions incriminées étaient connues depuis longtemps.

Disons le franchement, dans la réaction extrême des syndicats il y a une part d'hystérie et d'hypocrisie. Certes, les positions patronales ne sont pas précisément conciliantes. Mais cela est de bonne guerre et ne justifie pas vraiment la rupture des négociations.

Alors, qu'est-ce qui a poussé les syndicats à marquer le coup de cette manière ? Théoriquement, l'ultimatum aurait pu amener le patronat à faire marche arrière, ou, à défaut, entraîner le gouvernement à dénoncer à son tour l'attitude patronale. En pratique, il y avait peu de chances qu'il provoque autre chose qu'une annulation pure et simple de la tripartite.

Peut-être était-ce l'un des buts recherchés. On notera que le recours au gros bâton que constitue l'ultimatum s'accompagne de paroles relativement douces : les syndicats ne refusent plus le principe d'une modulation de l'indexation jusqu'à la fin 2014, mais exigent des contreparties. D'une part, ils demandent « un engagement clair du gouvernement en faveur du maintien du système d'indexation », d'autre part, ils lui soumettent une liste de « mesures sociales et fiscales ». De fait, pour sa « monopartite » de vendredi, le gouvernement a le feu vert côté indexation et l'embaras du choix pour les mesures compensatoires. Cela ressemble un peu au scénario de 2010, quand l'échec de la tripartite avait été suivi par des négociations bilatérales pour amadouer et les syndicats et le patronat.



L'avantage pour les syndicats sera de ne pas devoir assumer les concessions faites, tout en obtenant des compensations par après. Leur problème sera que la marge de manœuvre financière du gouvernement apparaît assez réduite. Cela pourrait amener le CSV à adopter une posture intransigente, acculant les ministres socialistes une nouvelle fois à un cruel dilemme : rompre avec les chrétiens-sociaux ou s'entredéchirer au sein du LSAP. Cependant, les conséquences d'un tel scénario sont imprévisibles pour l'ensemble des acteurs.

Au-delà de ces considérations d'ordre tactique, le choix d'un ultimatum collectif et public reflète aussi les options stratégiques prises par Jean-Claude Reding. Face à la menace d'un démantèlement social, le président de l'OGBL s'est employé depuis des années à forger un front syndical englobant notamment la CGFP. Et dès avril 2010, il a innové en convoquant une conférence de presse sur les négociations tripartites en cours. Prendre à témoin l'opinion publique face au démantèlement social envisagé par le patronat et le ministre des finances avait cette fois-là réussi partiellement.

Le problème c'est que, pour s'adresser au grand public, il faut un message clair. Or la discussion sur l'indexation est assez technique, et de plus les concessions annoncées mardi dernier brouillent la transmission. Une autre partie du message véhiculé est cependant très claire : les syndicats défendent les intérêts des « gens » contre les patrons et les « riches ». Une formule idéalisant le rôle des syndicats, mais qui passe bien en temps de crise. Et qui sert les desseins de Jean-Claude Reding : il sera en effet difficile pour ses deux partenaires stratégiques, la CGFP et le LSAP, de se démarquer de ce principe.

SHORT NEWS

En menottes à Schrassig

Franchement, on croirait que la nouvelle parue cette semaine sur deux enfants emprisonnés à Schrassig proviendrait d'un autre siècle. Mais malheureusement, il est bien vrai que deux mineurs étrangers âgés de douze et de treize ans, ont été incarcérés dans la prison de Schrassig du 21 novembre au 7 décembre 2011, avant d'être remis à leurs parents avec comme cadeau spécial une obligation de quitter le territoire. Si on combine cette information avec une autre, celle que les mineurs avaient été interpellés pour vols, on peut très bien s'imaginer qu'ils appartenaient à une certaine minorité serbe ou macédoine qui déjà fait tellement jaser les bons Luxembourgeois. Devant les Verts et l'Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand, qui se sont dits scandalisés, le ministre de la justice François Biltgen a dû admettre les faits et ramper un peu. S'il a confirmé l'information, il a tout de même tenu à souligner le caractère exceptionnel de cette démarche, les mineurs étant suspectés d'une dizaine de vols et de déplorer comme toujours le « manque cruel de structures de placement appropriées ». Reste la question : qui est ministre de la justice et qui pourrait enfin changer ces choses ? Du moins, une bonne nouvelle a été générée par cette affaire honteuse : le ministre Biltgen a promis d'accélérer enfin sa réforme de la justice en déposant ce vendredi deux projets de loi.

AHAmen !

Les membres de l'Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker (AHA) devraient remercier dieu de leur avoir envoyé le nouvel archevêque Jean-Claude Hollerich. Il est vrai que le nouveau monseigneur, qui ne veut pas être appelé de la sorte, est adepte de Facebook et détonne par rapport à son prédécesseur. A peine installé, le nouveau chef de l'église catholique luxembourgeoise a rendu visite à la communauté juive, puis à la communauté musulmane. Mais il fait un pas de plus dans l'oecuménisme : lundi prochain, il s'entretiendra avec l'AHA pour discuter de la séparation de l'église et de l'Etat ainsi que des cours d'instruction religieuse dans les établissements publics. Dans ce sens, il se montre bien plus ouvert que le ministre des cultes François Biltgen (CSV), qui n'a toujours pas répondu à la demande d'entrevue d'AHA qui date du 24 juin. Mieux, les membres d'AHA et l'archevêque tiendront une conférence de presse commune à l'issue de l'entrevue. En nommant cet outsider qui enseignait jusque-là dans une université au Japon, le Vatican a joué subtilement. Prenant en compte la sécularisation du Luxembourg, y compris d'une grande partie de ses catholiques, le Saint-Siège a compris qu'un esprit d'ouverture pourrait contribuer à stopper la crise de foi. Et qui de mieux qu'un dialecticien jésuite comme Hollerich pour réaliser cette mission ?

Eine Umsetzung begleiten

Die Grünen begründen in einer Stellungnahme ihre Zustimmung zur Reform des Behinderten-Gesetzes. Es stelle für die Betroffenen eine „bemerkenswerte Vereinfachung der administrativen Prozeduren dar, sowie eine Förderung der Sicherheit und ökonomischen Unabhängigkeit, indem die Diskriminierungen des Arbeitsrechtes beseitigt werden“. Dass die Gesetzesreform aber auch Mängel enthält und nicht gewährleistet, dass diese Rechte gemäß der UN-Konvention tatsächlich zum Tragen kommen, zeigt die Stellungnahme des Zentrums für Gleichbehandlung (CET) und der beratenden Menschenrechtskommission (CCDH) (woxx 1139). Diese verlangen, um ihrem Auftrag der Begleitung und Überwachung der Durchführung der Interessen Menschen mit Behinderungen gerecht zu werden, zusätzliche personelle, finanzielle und logistische Ressourcen. Wie wichtig solche „Supervisionsstellen“, auch in puncto Eingliederung der Menschen mit Behinderung auf den Arbeitsmarkt sind, dokumentiert eine rezente Antwort des Arbeitsministers: Demgemäß definieren bisher vor allem die Verantwortlichen der Behindertenwerkstätten die Wiedereingliederungsmaßnahmen ihrer Klienten. Es liegt in ihrer Hand, welche Praktika für diese organisiert werden. Hier wäre eine Evaluation der gängigen Praxis durch das CET sowie die CCDH sicher sinnvoll.